

Subsides

A la fin de décembre, le gouvernement avait déjà dépensé 6.2 millions de dollars, soit 73 p. 100 de ce montant, et, bien sûr, tout le monde sait que les dépenses s'accroissent au cours des derniers mois de l'année financière. Il était donc évident, dès le mois de décembre, que le gouvernement ferait face à des problèmes et se verrait forcé de demander de nouveau l'autorisation d'emprunter. Son refus de l'admettre plus tôt illustre bien son incompétence, son incurie. Il était censé avoir pris les mesures qui s'imposaient, en faisant adopter, en décembre, le projet de loi modifiant la loi de l'impôt sur le revenu de façon à se faire octroyer l'autorisation d'emprunter 9 milliards de dollars de plus.

Le fond du problème apparaît de façon encore plus évidente si l'on compare la dernière demande du gouvernement avec les déclarations du ministre des Finances dans un discours qu'il a prononcé en novembre dernier dans le cadre du débat en deuxième lecture du projet de loi modifiant la loi de l'impôt sur le revenu. Le ministre avait alors déclaré ce qui suit—et ces déclarations sont très révélatrices, car elles montrent que les ministériels ne savent pas où ils vont. Il est étonnant de constater jusqu'à quel point ils ont perdu le contrôle, ils avancent à tâtons, surtout compte tenu du fait qu'ils sont au pouvoir depuis un certain nombre d'années...

M. Woolliams: 44 ans.

M. Alexander: ... c'est vraiment étonnant, et pourtant ils pensent encore pouvoir aller raconter à la population qu'ils sont des messies. Savez-vous ce que le ministre des Finances a alors raconté aux Canadiens?

M. Woolliams: Je n'en ai pas la moindre idée.

M. Alexander: Eh! bien, écoutez seulement ceci. Mon bon ami, le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) dit qu'il n'en a pas la moindre idée. Voici ce que le ministre des Finances disait le 7 novembre au sujet des dépenses, comme en fait foi le harsard à la page 646:

L'accroissement du pouvoir d'emprunt demandé ici servira à couvrir les besoins financiers prévus pour l'année financière à venir et à établir une réserve importante pour les imprévus.

Voici encore une autre de ses grandes déclarations rapportées à la même page:

Le gouvernement a aussi besoin d'une réserve importante pour pouvoir se préparer à la campagne d'obligations d'épargne du Canada de l'année prochaine.

Il ajoutait encore ces autres propos ronflants:

Les nouveaux pouvoirs d'emprunt nous permettront de répondre à nos besoins financiers d'une bonne partie de l'année financière à venir et nous fourniront une réserve pour parer aux imprévus.

On peut juger d'après ces déclarations que ces nouveaux pouvoirs d'emprunt de 9 milliards de dollars seraient suffisants pour l'année financière à venir—du moins jusqu'après la campagne d'obligations d'épargne du Canada, qui ne sera pas même lancée avant septembre. Comment pourrait-on croire le gouvernement, monsieur l'Orateur? Nullement. Pourquoi lui faire confiance? Pourquoi accepter comme vérité ce que ses ministres disent maintenant? A y bien réfléchir, les déclarations du ministre se résument à ceci: «Je vous demande de nouveaux pouvoirs d'emprunt, et ils suffiront. Ils suffiront à tout couvrir, y compris toute éventualité». Et pourtant, monsieur l'Orateur, moins de quatre mois après voilà que le gouvernement redemande une nouvelle augmentation de son pouvoir d'emprunt. Il est donc évident que la situation échappe à son contrôle et qu'il est temps qu'il examine de nouveau sérieusement ses projets de dépenses.

[M. Alexander.]

A mon avis, le problème est dû en partie au fait que le gouvernement essaie chaque année, lorsqu'il dépose ses principales prévisions budgétaires, de tromper le public et le Parlement en ce qui concerne le montant des dépenses supplémentaires qu'il a en fait l'intention d'effectuer. En réalité, personne n'est dupe si ce n'est lui-même. Ainsi que le député de Calgary-Centre l'a fait remarquer, il se livre à un double jeu. Cela s'est produit l'année dernière lorsque le gouvernement a déposé les principales prévisions budgétaires et a parlé d'une augmentation de 7 p. 100 des dépenses gouvernementales. Il a alors préféré oublier qu'il procéderait à des demandes de crédits supplémentaires et a donc prévu des besoins en liquidités de 6.4 milliards de dollars. Et bien entendu, on nous a présenté par la suite des demandes de crédits supplémentaires de 1.9 milliard de dollars. En octobre dernier, le ministre des Finances a dû prévoir 8.5 milliards de plus en liquidités et il a donc dû demander la permission d'accroître son pouvoir d'emprunt.

Voici deux semaines seulement, le gouvernement a trouvé le moyen de glisser un autre milliard de dollars dans la deuxième tranche de crédits supplémentaires et voilà qu'il nous demande le droit d'emprunter encore davantage. Où ce gouvernement est-il en train de mener le pays? Tout ce que je perçois à l'horizon n'est que banqueroute et catastrophe économique.

Je crois avoir entendu quelqu'un marmonner et essayer d'intervenir, monsieur l'Orateur. Je présume qu'il y a des gens qui bredouillent de stupeur en apprenant ce qui se passe dans les milieux gouvernementaux. Nous revoilà en train de nous prêter au même petit jeu du gouvernement, cette année encore. En déposant les principales prévisions budgétaires, le président du Conseil du Trésor (M. Andras) nous a dit comment il est parvenu à freiner les dépenses gouvernementales pour qu'elles n'augmentent que de 9.8 p. 100. En fait, si l'on tient compte des nouveaux crédits supplémentaires prévus, l'augmentation des dépenses se rapprochera d'avantage de 13 ou 14 p. 100. Les besoins de trésorerie augmenteront encore sans aucun doute quand le gouvernement se rendra compte qu'il n'a pas du tout contenu l'augmentation des dépenses à 9.8 p. cent. Là encore, il ne trompe personne sinon lui-même.

● (1612)

Nous nous inquiétons de la façon dont le gouvernement actuel s'y prend pour communiquer les faits aux Canadiens. Il trompe, il induit en erreur et il est loin d'être sincère. Pourquoi faudrait-il accepter un tel comportement comme philosophie de la vie, de la vie parlementaire? C'est contraire à nos principes. Nous croyons à la franchise, à la liberté d'information. Le gouvernement actuel nous demande maintenant encore 5 milliards de dollars, alors que nous avons tous l'impression qu'il avait mis un frein à ses emprunts. Pourquoi devrions-nous les lui accorder? Il est temps de mettre fin à ces filouteries. Le gouvernement devrait s'efforcer sérieusement de réviser son programme de dépense et de réduire les dépenses de l'État. Le moment est venu d'être sincère envers les Canadiens. Ce n'est pas en rajoutant en douce quelques milliards de dollars de dépenses et un milliard de dollars en pouvoir d'emprunt au cours de l'année que le Canada apportera une solution au grave marasme dont souffre notre économie.

Je le répète, monsieur l'Orateur, nous avons besoin d'une nouvelle bureaucratie au ministère des Finances. Apparemment, ses prévisions étaient fausses. Tant que les prévisions ne seront pas justes, qu'il soit question de croissance, d'inflation